

Ministère des Finances

Rapport du troisième trimestre 2014-2015

L'hon. Roger Melanson

Ministre des finances

Février 2015

Rapport du troisième trimestre 2014-2015

Publié par :

Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Février 2015

Traduction :

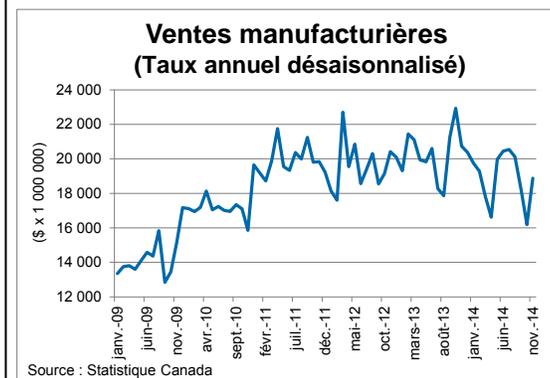
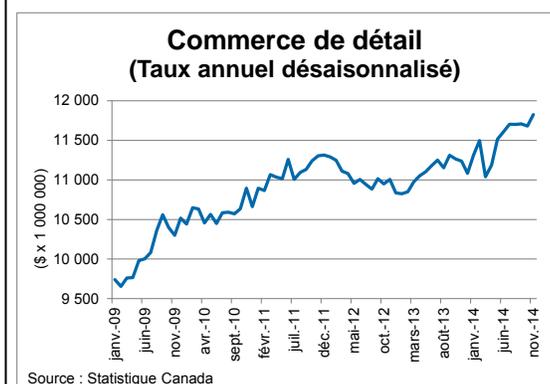
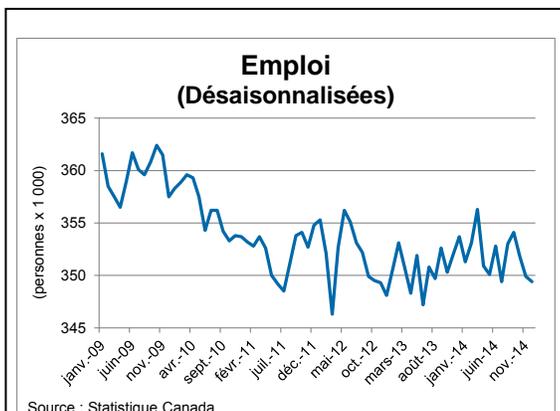
Bureau de traduction, Services gouvernementaux

ISBN 978-1-4605-0498-7



Pensez à recycler!

Compte rendu économique pour 2014



Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick			
	2012	2013	2014P
PIB réel	-0,4	-0,5	1,1
Traitements et salaires	0,2	1,5	0,9
Emploi*	-0,7	0,4	-0,2
Taux de chômage (%)*	10,2	10,3	9,9
Indice des prix à la consommation*	1,7	0,8	1,5

Source : Statistique Canada
 *Données réelles (disponibilité d'une année complète de données)
 Changement en % à moins d'indication contraire

- Pour 2014, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance de l'économie mondiale de 3,3 %. Cette prévision est la même que celle publiée à l'automne dans les Perspectives de l'économie mondiale, mais est inférieure à la première prévision.

- Le PIB réel des États-Unis a augmenté à un taux annuel de 5,0 % au cours du troisième trimestre de 2014, un gain comparativement au taux de 4,6 % au cours du deuxième trimestre. La faiblesse connue au premier trimestre est ainsi largement contrebalancée, ce qui fait que la croissance économique s'aligne sur les attentes établies au début de l'année. Le FMI prévoit maintenant une croissance de 2,4 % pour 2014.

- Au troisième trimestre, le PIB réel du Canada est de 2,6 % plus élevé par rapport aux niveaux de l'an dernier. Le ralentissement de la croissance économique mondiale a retardé le redressement attendu des exportations et des investissements des entreprises.

- Le ministère des Finances prévoit que le PIB réel connaîtra une croissance de 1,1 % en 2014, ce qui est comparable au consensus des prévisionnistes du secteur privé (1,0 % pour 2014).

- En 2014, l'emploi est en baisse de 0,2 % – la cinquième diminution en six ans. Les gains au chapitre des emplois à temps plein (+0,2 %) ont été insuffisants pour compenser la baisse des emplois à temps partiel (-2,1 %). Le secteur des services a connu une modeste croissance (+0,3 %), alors que celui de la production de biens a affiché une baisse générale (-2,1 %).

- Les exportations (-9,6 %) et les ventes du secteur de la fabrication (-6,3 %) ont subi les répercussions de l'activité d'entretien à la raffinerie de Saint John, ainsi que de la baisse marquée du prix des produits pétroliers raffinés.

- La rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,0 % depuis le début de l'année, par rapport au taux de croissance national qui est de 2,7 %.

- Les dépenses de consommation continuent de s'améliorer, avec le commerce de détail qui affiche une augmentation de 3,6 % depuis le début de l'année.
- L'inflation des prix à la consommation dans la province était en moyenne de 1,5 % en 2014, ce qui est légèrement inférieur à l'inflation nationale de 2,0 %.

Mise à jour financière 2014-2015

D'après l'information sur le troisième trimestre, le déficit s'élève à 255,4 millions de dollars pour 2014-2015. Il s'agit d'une diminution de 135,7 millions de dollars par rapport au déficit budgétaire de 391,1 millions de dollars. Cette amélioration est principalement attribuable à un financement unique ou exceptionnel non récurrent de 155,5 millions de dollars.

La dette nette devrait augmenter de 377,1 millions de dollars en glissement annuel, ce qui représente une baisse de 153,6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 530,7 millions de dollars.

Recettes :

Les recettes sont de 218,3 millions de dollars supérieures aux prévisions, ce qui comprend le financement unique non récurrent de 155,5 millions de dollars. Voici certains des plus importants écarts :

- La taxe de vente harmonisée devrait augmenter de 93,3 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, en raison d'importants ajustements positifs au titre d'exercices antérieurs, qui comprend des hausses des sommes nationales mises en commun sur lesquelles sont fondés les versements de la taxe de vente harmonisée.
- Les subventions conditionnelles ont progressé de 61,1 millions de dollars, principalement en raison des recouvrements fédéraux dans le cadre de l'aide financière en cas de catastrophe et du financement unique pour le Nouveau-Brunswick rattaché à la participation au régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux.
- Les produits de placement ont augmenté de 39,3 millions de dollars, principalement en raison des recettes nettes prévues plus élevées pour Énergie NB. Le revenu net d'Énergie NB a augmenté principalement en raison de la transition vers le régime de pension à risques partagés et des gains d'investissement dans des fonds investis pour le déclassement futur de la centrale nucléaire et la gestion du combustible irradié. Cela a partiellement été contrebalancé par les coûts rattachés à la tempête post-tropicale Arthur et à l'arrêt de service planifié pour l'entretien de la centrale nucléaire de Point Lepreau qui a duré plus longtemps que prévu.
- Le produit de la taxe sur les minéraux métalliques est supérieur de 16,9 millions de dollars à la suite d'une vérification fiscale.
- Les recettes au titre des organismes de service spécial sont en hausse de 16,4 millions de dollars, ce qui s'explique avant tout par le nouveau Fonds fédéral de la taxe sur l'essence Canada/Nouveau-Brunswick.
- L'impôt sur le revenu des particuliers est en hausse de 12,0 millions de dollars en raison d'un rajustement positif prévu relatif à l'année d'imposition de 2013.
- Les recettes de l'impôt foncier provincial devraient diminuer de 15,3 millions de dollars en raison de modifications à l'assiette de calcul, qui seront en partie contrebalancées par les effets du rétablissement de l'impôt foncier provincial des entreprises du Nouveau-Brunswick au taux en vigueur en 2012 à partir de l'année d'imposition 2015.
- L'impôt sur le revenu des sociétés est en baisse de 13,1 millions de dollars en raison d'un rajustement à la baisse prévu pour l'année précédente rattaché à l'année d'imposition de 2013.
- Des ventes plus faibles se sont traduites par une diminution d'environ 10,7 millions de dollars des revenus tirés de la taxe sur le tabac.

Charges :

Il est prévu que la somme totale des dépenses sera de 82,5 millions de dollars supérieure aux prévisions budgétaires. Cependant, il faut souligner que plus de 60 millions de dollars sont compensés en totalité par des recettes supplémentaires.

Voici certains des plus importants écarts :

- Éducation et Développement de la petite enfance (32,7 millions de dollars de plus que prévu) : Surtout attribuable à des surutilisations prévues des fonds pour les programmes d'enseignement au niveau primaire et secondaire en raison des améliorations planifiées et des initiatives de réductions qui ne seront pas mises en œuvre.
- Gouvernement général (6,0 millions de dollars de moins que prévu) : Principalement en raison d'une prévision de pertes inférieure au montant budgété, qui est en partie compensée par une hausse des dépenses des entités consolidés.
- Santé (34,1 millions de dollars de moins que prévu) : Principalement en raison des dépenses inférieures aux prévisions dans les programmes pharmaceutiques. Cela est contrebalancé partiellement par une surutilisation prévue des fonds pour le programme d'assurance-maladie.
- Investir N.-B. (9,1 millions de dollars de moins que prévu) : Demande inférieure aux prévisions pour le programme d'aide stratégique.
- Sécurité publique (28,4 millions de dollars de plus que prévu) : Attribuable principalement au financement dans le cadre des accords d'aide financière en cas de catastrophe pour les inondations printanières de 2014 et la tempête post-tropicale Arthur. Cela est partiellement contrebalancé par une augmentation des revenus en provenance du gouvernement fédéral.
- Développement social (5,0 millions de dollars de plus que prévu) : Attribuable à une réduction plus faible que prévu des dossiers de l'aide sociale, à des retards dans la mise en œuvre de projets visant à faire des gains d'efficacité et à un financement plus élevé que prévu pour les foyers de soins. Cela est partiellement compensé par une sous-utilisation prévue des fonds en raison des retards dans le Programme de logement abordable.
- Transports et Infrastructure (8,7 millions de dollars de plus que prévu) : Attribuable aux dépenses supérieures aux prévisions pour le programme d'entretien hivernal et à l'augmentation du nombre de réparations nécessaires dans le cadre du programme d'entretien estival en raison du difficile hiver vécu l'année précédente.
- Dépenses rattachées au compte de capital (27,9 millions de dollars de plus que prévu) : Dépenses du compte de capital plus élevées que les prévisions budgétaires, à passer en charges plutôt qu'en amortissements, y compris les dépenses liées à des phénomènes météorologiques importants comme les crues printanières de 2014 et la tempête post-tropicale Arthur.
- Organisme de services spéciaux (14,7 millions de dollars de plus que prévu) : Hausses des dépenses projetées de plusieurs organismes de services spéciaux, y compris le nouveau Fonds fédéral de la taxe sur l'essence Canada / Nouveau-Brunswick. Cela est entièrement contrebalancé par la hausse des recettes, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit.

ÉTAT COMPARATIF DE L'EXCÉDENT OU DU DÉFICIT

Milliers

\$

	Année se terminant le 31 mars			Variance des prévisions
	2015 Prévisions	2015 2 ^e trimestre	2015 3 ^e trimestre	
Recettes				
Compte ordinaire.....	7 677 344	7 741 152	7 876 890	199 546
Compte de capital.....	56 311	55 235	54 927	(1 384)
Compte à but spécial.....	62 007	61 791	65 711	3 704
Organisme de service spéciaux (nettes).....	44 727	60 705	61 162	16 435
Gains du fonds d'amortissement.....	195 700	195 700	195 700	0
Recettes totales.....	8 036 089	8 114 583	8 254 390	218 301
Charges				
Compte ordinaire.....	7 894 060	7 947 787	7 930 553	36 493
Compte de capital.....	41 926	48 144	69 829	27 903
Compte à but spécial.....	69 656	70 235	70 373	717
Organisme de service spéciaux (nettes).....	32 448	34 917	47 150	14 702
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	389 124	390 670	391 837	2 713
Charges totales.....	8 427 214	8 491 753	8 509 742	82 528
Excédent (Déficit).....	(391 125)	(377 170)	(255 352)	135 773

ÉTAT COMPARATIF DES RECETTES BRUTES PRÉVUES SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

Année se
terminant le 31 mars

	2015 Prévisions	2015 2 ^e trimestre	2015 3 ^e trimestre	Variance des prévisions
Taxes et impôts				
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 508 000	1 508 000	1 520 000	12 000
Impôt sur le revenu des corporations.....	251 000	240 200	237 900	(13 100)
Taxe sur les minéraux métalliques.....	0	6 300	16 866	16 866
Impôt foncier provincial.....	481 300	460 000	466 000	(15 300)
Taxe de vente harmonisée.....	1 146 500	1 135 100	1 239 800	93 300
Taxe sur l'essence et les carburants.....	240 000	240 000	240 000	0
Taxe sur le tabac.....	150 700	141 500	140 000	(10 700)
Taxe sur le pari mutuel.....	600	600	600	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	47 205	51 954	51 954	4 749
Taxe sur le transfert de biens réels.....	13 000	12 000	12 000	(1 000)
Taxe sur le capital des grandes corporations.....	0	0	1 300	1 300
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	27 000	0
Total partiel : taxes et impôts.....	3 865 305	3 822 654	3 953 420	88 115
Produits de placements.....	253 994	282 933	293 343	39 349
Licences et permis.....	138 843	138 390	138 469	(374)
Vente de biens et services.....	291 607	288 397	296 041	4 434
Recettes des loteries et des jeux.....	145 730	147 227	141 213	(4 517)
Redevances.....	94 255	98 655	92 980	(1 275)
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 164	8 070	8 088	(76)
Recettes diverses.....	48 315	53 261	57 143	8 828
TOTAL : RECETTES DE PROVENANCE INTERNE.....	4 846 213	4 839 587	4 980 697	134 484
Subventions inconditionnelles – Canada				
Paiements de péréquation.....	1 665 950	1 665 950	1 665 950	0
Transfert canadien en matière de santé.....	682 400	686 700	686 700	4 300
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	267 500	267 500	267 200	(300)
Transfert visant la réduction des temps d'attente.....	0	0	0	0
Autres.....	1 866	1 866	1 866	0
Total partiel : subventions inconditionnelles – Canada.....	2 617 716	2 622 016	2 621 716	4 000
Subventions conditionnelles – Canada.....	213 415	279 549	274 477	61 062
TOTAL : SUBVENTIONS DU CANADA.....	2 831 131	2 901 565	2 896 193	65 062
TOTAL : RECETTES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE.....	7 677 344	7 741 152	7 876 890	199 546

ÉTAT COMPARATIF DES CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

Année se
terminant le 31 mars

<u>MINISTÈRE</u>	2015	2015	2015	Variance	
	Prévisions	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	des prévisions	
				\$	%
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	36 564	37 564	36 484	(80)	-0,2 %
Assemblée législative.....	30 001	31 921	31 260	1 259	4,2 %
Bureau du Conseil exécutif.....	17 247	17 247	17 097	(150)	-0,9 %
Cabinet du premier ministre.....	1 628	1 628	1 628	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	18 178	18 558	18 378	200	1,1 %
Communautés saines et inclusives.....	18 537	18 037	17 837	(700)	-3,8 %
Développement économique	98 039	98 039	113 389	15 350	15,7 %
Développement social.....	1 092 059	1 100 359	1 097 089	5 030	0,5 %
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1 085 771	1 123 432	1 118 457	32 686	3,0 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	593 812	595 755	596 266	2 454	0,4 %
Efficacité Nouveau-Brunswick.....	8 699	11 699	12 199	3 500	40,2 %
Énergie et Mines.....	9 130	9 130	8 630	(500)	-5,5 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	136 903	136 001	136 853	(50)	0,0 %
Finances.....	17 967	17 917	17 567	(400)	-2,2 %
Gouvernement général.....	801 776	794 491	795 803	(5 973)	-0,7 %
Investir N.-B.	17 638	17 638	8 513	(9 125)	-51,7 %
Justice.....	42 699	42 619	42 449	(250)	-0,6 %
Ressources humaines.....	3 514	3 489	3 464	(50)	-1,4 %
Ressources naturelles.....	101 096	102 096	100 596	(500)	-0,5 %
Santé.....	2 588 308	2 559 464	2 554 230	(34 078)	-1,3 %
Sécurité publique.....	145 468	173 710	173 865	28 397	19,5 %
Service de la dette publique.....	685 000	685 000	680 000	(5 000)	-0,7 %
Services gouvernementaux.....	54 961	59 010	59 010	4 049	7,4 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	41 218	41 053	41 113	(105)	-0,3 %
Transports et Infrastructure.....	273 447	283 072	282 141	8 694	3,2 %
Total partiel.....	7 919 660	7 978 929	7 964 318	44 658	0,6 %
Immobilisations corporelles et opérations intercomptes	(25 600)	(31 142)	(33 765)	(8 165)	31,9 %
CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE.....	7 894 060	7 947 787	7 930 553	36 493	0,5 %

ÉTAT COMPARATIF DE L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	Année se terminant le 31 mars			Variance des prévisions
	2015 Prévisions	2015 2^e trimestre	2015 3^e trimestre	
Excédent (Déficit).....	(391 125)	(377 170)	(255 352)	135 773
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(528 705)	(525 929)	(513 591)	15 114
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	<u>389 124</u>	<u>390 670</u>	<u>391 837</u>	<u>2 713</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	<u>(530 706)</u>	<u>(512 429)</u>	<u>(377 106)</u>	<u>153 600</u>